

Sur la base de mensonges, Trump reprend sa politique musclée contre Cuba



par María Josefina Arce

Dès son accession à la présidence des États-Unis le 20, Donald Trump s'est déchaîné contre Cuba. Ses actions contre la nation caribéenne et son peuple, déjà soumis depuis plus de six décennies à un blocus américain inhumain, fermement condamné par la communauté internationale, n'ont pas tardé.

Les nouvelles mesures annoncées par le secrétaire d'État Marco Rubio, paradoxalement d'origine cubaine, renforcent la guerre économique contre la plus grande des Antilles et entravent davantage son progrès socio-économique.

Comme l'a souligné le ministère cubain des affaires étrangères, ce nouvel acte d'agression de la part des États-Unis montre une fois de plus le véritable objectif, cruel et impitoyable, de ces mesures d'encerclement et d'étouffement, et de tant d'autres, appliquées à Cuba à des fins de domination.

En fait, le ministère cubain des Affaires étrangères a averti que ces actions pourraient être le prélude à d'autres mesures que l'équipe de ce gouvernement en charge de la question cubaine a fait concevoir depuis 2017 pour pouvoir resserrer davantage, de manière gratuite et irresponsable, le siège contre notre pays à la recherche de nouveaux scénarios évitables de détérioration et d'affrontement bilatéral.

Ce qui est certain, c'est qu'au cours de son second mandat, l'actuel occupant de la Maison Blanche reprend sa politique de ligne dure contre le peuple cubain, mise en place lors de sa première présidence de 2017 à 2021.

Une politique qui a montré son caractère génocidaire. N'oublions pas qu'au moment où le monde connaissait une urgence sanitaire due au COVID 19, l'administration Trump a resserré le siège économique contre la nation caribéenne.

Cuba a été entravée dans son accès aux médicaments et aux fournitures nécessaires aux soins des malades et qui pourraient faire la différence entre la vie et la mort.

Aujourd'hui, comme la dernière fois, elle a réactivé le titre 3 controversé de la loi Helms Burton, approuvée par le Congrès américain en 1996, qui codifie le blocus économique, commercial et financier imposé par Washington et souligne sa nature extraterritoriale.

Cette section ouvre la possibilité d'intenter une action devant les tribunaux américains contre des individus et des entités, même de pays tiers, qui investissent sur le territoire cubain dans des biens nationalisés après le triomphe de la révolution en janvier 1959.

Des organisations cubano-américaines, des législateurs, des groupes économiques, des chefs religieux et des associations de solidarité ont remis en question la position de Washington contre La Havane, qui contrevient au droit international et cherche à freiner les investissements sur le territoire cubain.

L'administration actuelle de Donald Trump prend une fois de plus des mesures criminelles contre Cuba, qui ont été largement désavouées au niveau international et qui, comme l'a dénoncé le président cubain Miguel Díaz Canel, sont enveloppées de mensonges pour tenter de justifier le blocus contre le peuple cubain.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/376095-sur-la-base-de-mensonges-trump-reprend-sa-politique-musclée-contre-cuba>



Radio Habana Cuba